

Note de Synthèse

Conseil Communautaire du 22/09/2016 à 19h

Salle des Fêtes à Mirabel et Blacons

1. Validation du compte rendu du 7 juillet 2016

2. Conditions de dépôt des listes de la CAO

Le Président rappelle que la procédure de marchés publics a évolué en avril dernier. De ce fait le Président propose de procéder à la réélection des membres de la CAO. Pour ce faire, le Président précise que l'élection se déroulera pendant cette séance du conseil communautaire et que les listes seront déposées à l'ouverture du débat du point à l'ordre du jour.

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur ces conditions de dépôt des listes de la CAO

Thématique Vie de la structure

3. Rapport d'activité des services de la CCCPS pour l'année 2015 (document en annexe)

Au titre de l'article L. 5211-39 du CGCT, tous les ans, avant le 30 septembre, le président de l'EPCI adresse au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'EPCI avec le compte administratif arrêté par l'organe délibérant. La loi ne donne pas de contenu spécifique à ce rapport.

Ce rapport a essentiellement pour objet de permettre l'instauration d'un débat démocratique au sein des conseils municipaux des communes membres d'EPCI et d'améliorer la transparence du fonctionnement de ces établissements. Le maire de chaque commune doit en faire la communication au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants intercommunaux de la commune peuvent être entendus.

D'autres rapports doivent être présentés au conseil communautaire par le Président et accompagnant le rapport annuel d'activité : Rapport annuel portant sur "le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets" (art. L. 2224-5). Il est obligatoire pour tout EPCI compétent en matière d'élimination des déchets ménagers. Il doit également mentionner les indicateurs techniques et financiers qui sont intégrés dans le rapport annuel d'activité de l'EPCI pour ceux comptant au moins une commune de plus de 3500 habitants.

Il est demandé au Conseil Communautaire de prendre connaissance des rapports proposés par les services de la CCCPS.

Thématique Sociale

4. Projet de l'ALSH Ste Euphémie à Crest

Suite aux différentes décisions du conseil communautaire, le projet a été travaillé avec une équipe de Maitrise d'œuvre et a été présenté en Commission.

En quelques lignes : le projet présenté pour la reconstruction de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement à Ste Euphémie (CREST) est d'une surface totale de 182m². Il sera conforme à la réglementation thermique RT2012 pour la construction d'un « établissement d'accueil du jeune enfant ». Le guide des préconisations de la CAF et du Département impose une série de mesures relatives aux confort thermique, acoustique et visuel, à la qualité de l'air intérieur et à l'environnement électromagnétique élevant le projet au niveau « effinergie®+ ». »

Le projet a aussi été étudié avec l'option : labellisation Bepos Effinergie® 2013. Ainsi, le bâtiment doit avant tout respecter les critères du label effinergie®+ mais également faire l'objet d'une évaluation de l'énergie grise et du potentiel d'éco mobilité. Une construction BEPOS comporte de nombreux avantages :

- Consommation et facture maîtrisée
- Faible facture énergétique
- Qualité de l'air intérieur irréprochable
- Qualité de vie/confort dans le bâtiment
- Production d'énergie locale, etc...

Le Président indique que le projet a été présenté en commission et c'est le projet BEPOS qui a été validé à l'unanimité. Cette construction serait représentative des engagements pris pour être un territoire à énergie positive. Le projet vous est présenté avec la notice et les plans ci-joints de l'architecte, Alexandre HAMM.

La CCCPS a négocié les parcelles des Frères Capucins et celle de la commune de Crest afin d'investir dans ce projet structurant pour l'intercommunalité.

Les propositions d'achats et leurs prix ont été évalués en fonction des avis des domaines et sont les suivantes :

Pour les frères Capucins, deux avis des Domaines : l'un en 2013 pour 120 000 € et l'un en 2016 pour 80 000€. Au vu de la différence entre les deux évaluations, de la pertinence d'acquérir ce terrain pour le projet de centre de loisirs, le tènement foncier a été négocié à 100 000 €

La parcelle de la commune de Crest a été estimée à 60 000 € et négociée pour la même somme. Cette parcelle est indispensable au projet car c'est la seule parcelle constructible.

Financièrement, partir sur un projet BEPOS engendre des coûts supplémentaires au niveau de la construction du bâtiment (investissement concernant l'électricité, le chauffage, la ventilation et la plomberie) mais aussi concernant l'étude du projet (certification BEPOS, honoraires, etc.)

Ces coûts supplémentaires seront amortis par les différentes subventions accordées (FEDER) mais aussi par les gains énergétiques réalisés.

La subvention FEDER comblera l'investissement BEPOS voire plus et une économie de 34145,90€ pourra être réalisée sur 20 ans contrairement au projet de base.

Le plan de financement sera aussi revalorisé auprès du Conseil Départemental et de la CAF du fait que nous partions sur un projet BEPOS.

Nous vous proposons ainsi le plan de financement prévisionnel suivant :

| PRINCIPAUX POSTES DE DEPENSES | |
|---|---------------------|
| Nature | MONTANT (HT) |
| Acquisition du tènement foncier bâti | 160 000 € |
| Frais d'acte | 8 220 € |
| Mission de maîtrise d'œuvre (10,70%) | 40 661,33 € |
| Travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes | 380 012,40€ |
| Surcoût travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes labellisation Bepos Effinergie® 2013 | 68 118,5€ |
| MONTANT TOTAL HT | 657 012,23 € |

| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | |
|--|----------------------|---------------------|---------------|
| Ressources | | MONTANT (HT) | TAUX (%) |
| Union européenne FEDER | | 100 264,4 € | 15,3 % |
| Dotation de soutien à l'investissement public - 2016 - 1ère enveloppe - 2ème enveloppe | | 102 000€ | 15,5 % |
| État (TDIL réserve parlementaire) | | € | % |
| État (DETR 2016) | | € | % |
| État - TEPCV 80% du surcoût travaux de création d'un bâtiment et de rénovation des structures existantes labellisation Bepos Effinergie® 2013 | | 54 494,8 € | 8,3 % |
| Conseil régional | | € | % |
| Conseil départemental | | 131 402,44 € | 20 % |
| EPCI | | € | % |
| Autres financements publics | CAF * | 100 000€ | 15,2 % |
| | MSA | 23 900 € | 3,6 % |
| Sous-total des aides publiques | | 512 061,64 € | 77,9 % |
| Part du demandeur : CCCPS | Fonds propres | 144 950,59 € | 22,1 % |
| | Emprunt | | % |
| MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL) | | 671 612,23 € | 100 % |

*Toutefois, il importe de souligner que les dossiers dont le coût du projet est supérieur à 50 000 euros seront étudiés en Commission d'action sociale de fin d'année et en fonction des disponibilités budgétaires, les modalités d'intervention de la Caf pourraient être plus importantes sans limite de montant d'aide à 100 000 euros et jusqu'à 60 % sur l'ensemble du montant du projet.

Le Président et la Commission proposent au Conseil Communautaire d'accepter l'achat des parcelles des Frères Capucins et de la commune de Crest ; de valider l'APS sous la labellisation Bepos Effinergie® 2013, d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision dont la signature des permis.

5. Tarif ALSH – Antenne de Saillans

Le Président explique qu'une antenne de l'ALSH Intercommunal à Saillans ouvrira pour les vacances de la Toussaint 2016 sur la commune de Saillans pour l'accueil des 6/11 ans.

Une recommandation de la Caisse des Allocations Familiales nous demande de mettre en place des tarifs avec une proposition de 3 montants différents en fonction du quotient familial.

Les tarifs proposés ont pour base les montants de l'ALSH Intercommunal à Crest moins le prix des repas qui s'élèvent en moyenne à 4€ ceux-ci n'étant pas proposés sur Saillans. Le tableau des tarifs proposés est le suivant :

| Tranche familial | quotient | ALSH Intercommunal – Antenne à Saillans Tarif journée 6-11 ans | | |
|---------------------|----------|--|-------------------------|---------------------------------|
| | | 1 ^{ère} enfant | 2 ^{ème} enfant | 3 ^{ème} enfant et plus |
| Inférieur à 550 | | 8€ | 7€ | 6€ |
| De 551 à 850 | | 9€ | 8€ | 7€ |
| Supérieur à 851 | | 10€ | 9€ | 8€ |

Le Président et la Commission proposent au Conseil Communautaire d'accepter cette tarification.

Thématique Sport

6. Renouvellement de la demande de financement au fonds d'investissement public pour le centre aquatique

Le Président explique que la procédure de concours a été arrêtée au vu d'un vice de procédure concernant le nombre d'architectes associés au jury.

Dans ce cadre, le Préfet a demandé de déposer un nouveau dossier de demande de financement similaire au premier pour que l'Etat puisse l'instruire à nouveau sur l'année 2017. Ce renouvellement ne remet pas en cause la subvention accordée de 1.8 millions d'€. C'est une démarche administrative nécessaire. Le plan de financement reste identique (à la seule exception de la part du CDDRA qui n'existe plus : 100 000€) :

| Plan de financement prévisionnel | | | |
|---|---------------------|--------------|----------|
| Ressources | Date d'obtention(*) | Montant (HT) | Taux (%) |
| Dotation de soutien à l'investissement public - 2017 | | | |
| - 1 ^{ère} enveloppe | | | |
| - 2 ^{ème} enveloppe | | 1 800 000 € | 20 % |
| Etat (autre) CNDS en cours | | 500 000 € | 5.5 % |
| Conseil Régional en cours | | 500 000 € | 5.5 % |
| Conseil Départemental en cours | | 1 800 000 € | 20 % |
| Sous-total des aides publiques | | 4 600 000 € | 51% |
| Part du demandeur | Fonds propres | | |
| | Emprunt | 4 400 000€ | 49 % |
| MONTANT TOTAL (PREVISIONNEL) | | 9 000 000 € | 100 % |

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider une nouvelle fois cette demande de financement au Fonds D'investissement Public 2017.

7. Attribution du bonus développement durable

le Président explique qu'au vu du déroulement des manifestations sportives sur notre territoire, la Commission a souhaité attribuer le bonus développement durable de 500 € à la manifestation « La Fête de la Drôme » portée par l'association Outdoor et Compagnie

Il est demandé au Conseil de se positionner sur cette attribution.

Thématique Juridique

8. Election de la Commission d'Appel d'Offres suite à la réforme de la législation en matière de marché public

Le Président explique qu'une nouvelle réglementation des marchés publics est effective à compter du 1^{er} avril 2016 suite à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,

VU que la composition de la commission d'appel d'offres (CAO) est fixée par l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), relatif à la commission de délégation de service public, par renvoi de l'article L. 1414-2 du même code.

Le Président explique qu'en effet, la composition de la CAO dépendait jusqu'à présent de la présence ou non au sein de la communauté d'une commune de 3 500 habitants et plus. La CAO devait comprendre 5 membres élus en présence d'une telle commune ou 3 membres élus dans le cas contraire.

En application de la nouvelle réglementation, la CAO doit désormais être composée de manière identique dans tous les EPCI indépendamment donc de la présence ou non d'une commune de 3 500 habitants et plus : elle comprend ainsi un président, qui est l'autorité habilitée à signer le marché ou son représentant, et cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Pour rappel, la CAO est compétente pour l'attribution des marchés dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils européens à savoir pour les pouvoirs adjudicateurs :

- 209 000 € HT pour les fournitures et services,
- 5 225 000 € HT pour les travaux.

Le Président propose au Conseil Communautaire d'élire la commission d'appel d'offres selon cette nouvelle réglementation.

Thématique Aménagement du territoire

9. Schéma de Cohérence Territorial : transfert de compétence au SMDVD

L'arrêté de périmètre du SCOT a été signé par le préfet le 16 novembre 2015, fixant ainsi le périmètre englobant les deux territoires des établissements publics à fiscalités propres désignés par :

- La communauté de communes du Crestois et du pays de Saillans – Cœur de Drôme
- La communauté de communes du Val de Drôme.

Ces deux territoires intercommunaux formant le périmètre du SCoT souhaitent se doter d'un document de planification stratégique, le SCoT. Le SCOT est donc un schéma de cohérence territoriale, un schéma de planification et d'aménagement du territoire et non un schéma de développement local ou la création d'un nouveau territoire ou d'une nouvelle entité

Sur l'initiative des deux intercommunalités, la réalisation d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) pour les deux territoires susnommés a été menée.

Elle a notamment :

- Posé le principe de l'élaboration du SCoT qui constituera son volet spatial.
- Esquissé ce projet de SCoT autour d'un développement équilibré face aux agglomérations voisines et piloté localement.

Conscients de l'importance des enjeux traités dans le SCoT, la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et la Communauté de Communes du Val de Drôme ont décidé de s'engager dans la démarche.

Des réunions techniques se sont tenues tous les 15 jours entre élus référents et techniciennes selon un planning qui a été validé en réunion de Copil du 11/02/2016.

Le Président rappelle que des réunions de Comité de Pilotage se sont tenues tous les mois jusqu'en juillet 2016 avec les élus du groupe SCoT 3CPS et CCVD ce qui a permis d'avancer sur les points suivants :

- Rédaction d'un cahier des charges de recrutement d'un bureau d'étude pour l'élaboration du SCoT,
- Rédaction d'un règlement de la consultation pour le recrutement d'un bureau d'études pour l'élaboration du SCoT,
- Rédaction des statuts du Syndicat Mixte porteur du SCoT
- Rédaction d'une fiche de poste pour le recrutement d'un ou d'une chargée de mission SCoT,
- Rédaction d'un courrier informant la Communauté de Communes du Diois sur la démarche d'élaboration d'un SCoT
- Rédaction d'un courrier à destination des communes de chaque EPCI afin de les informer de la démarche d'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale sur le périmètre des deux territoires :
 - Les communes peuvent solliciter les élus référents à se déplacer au sein des conseils municipaux ou en exécutif afin d'échanger sur cette démarche.
 - Les communes sont informées de la volonté de transfert de la communauté de communes au syndicat mixte à vocation unique qui sera le maître d'ouvrage pour l'élaboration du SCoT.
 - Les communes sont informées sur le fait de l'obligation de se prononcer par délibération en conseil municipal sur l'autorisation donnée à la Communauté de Commune de transférer au Syndicat Mixte du SCoT du Val de Drôme – Cœur de Drôme dans les conditions définies par l'article L.5211-18, 2° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la compétence Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Le Président informe le Conseil Communautaire que la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme doit se prononcer, dans les conditions définies par l'article L.5211-18, 2° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), sur l'autorisation de transférer au SMDVD la compétence Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

De plus, l'article L.5214-27 du CGCT précise si que la Communauté de communes transfère cette compétence au SMDVD, cette décision est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des

communes, membres de la communauté de communes, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté.

Le Président propose de transférer la compétence SCoT au « SMDVD » qui a pour objet l'élaboration, l'approbation, le suivi, la modification et la révision du SCoT.

- Vu les dispositions de la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;
- Vu les dispositions de la Loi portant Engagement National pour l'Environnement n° 2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.122-1-1 et suivants relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale ;
- Vu le CGCT, et notamment les articles L.5711-1 et suivant, relatifs aux syndicats mixtes composés d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2015 fixant le périmètre d'élaboration d'un SCoT ;
- Considérant que suite à l'arrêté du préfet en date du 16 novembre 2016, le périmètre SCOT retenu concerne les deux communautés de communes suivantes ;
 - Communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans – Cœur de Drôme ;
 - Communauté de Communes du Val de Drôme.
- Considérant que la définition d'un SCoT permettrait de :
 - Préserver le foncier : Mixité sociale et satisfaction des besoins en logements, Consommation foncière et équilibres territoriaux, Equilibre des fonctions à l'échelle des territoires (offre d'emploi qui reste faible par rapport aux populations résidentes), Rénover les centres urbains.
 - Respect de la qualité environnementale : Performance énergétique et réduction des gaz à effet de serre (vulnérabilité énergétique des ménages), Protection des ressources naturelles et notamment de l'eau (qualité des cours d'eau), Préservation des continuités écologiques (dans un contexte de développement des espaces urbanisés), Protection des biens et des personnes faces aux risques naturels et technologiques (risque inondation et installations classées et SEVESO), Territoires à énergie positive ...
 - Développer l'économie,
 - Protéger les terres agricoles,
 - Favoriser le développement d'un axe Est/Ouest : Maintenir les équilibres et la complémentarité entre les villages ruraux et les communes péri-urbaines.
 - Anticiper les perspectives de croissance démographique : Développement équilibré axé sur les bourgs-centres et les villages ruraux, Habiter au plus près de son lieu de travail

Considérant que le transfert de la compétence SCoT de la Communauté de communes du Crestois et du Pays de Saillans au SMDVD est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requise par le CGCT et qu'à défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la notification, la décision est réputée favorable.

Il est demandé au Conseil de se positionner sur cette proposition de transfert de compétence au SMDVD.

10. Convention SDED/CCCPS récupération des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) (document en annexe)

La Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans s'est dotée de services (Conseiller en Énergie Partagé et Plateforme de la rénovation) qui accompagnent les collectivités et les particuliers dans le choix et la réalisation de travaux d'économie d'énergie.

Ces travaux peuvent ouvrir droit à des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) qui peuvent valorisés par les artisans, sur internet (site spécialisés) ou directement sur le marché des CEE.

Pour pouvoir déposer, en propre (sur le marché), un dossier de demande de CEE, la communauté de communes devrait :

- procéder à l'ouverture d'un compte sur le Registre National des Certificats d'Économie d'Énergie,
- s'acquitter des frais pour son ouverture et pour l'enregistrement des certificats,
- charger un agent de conduire la procédure de dépôt dans ses détails, techniques comme administratifs.

Il est également possible de confier à un dépositaire commun le soin d'enregistrer des certificats produits simultanément par différentes collectivités, afin d'atteindre le seuil minimum de certificats à réunir dans un dépôt. Depuis 2009, le Syndicat Départemental d'Énergie de la Drôme (SDED) recueille auprès des collectivités leurs dossiers de travaux en vue d'obtenir des CEE.

Le Syndicat Départemental d'Énergie de la Drôme (SDED) propose de valoriser ces CEE à des taux très intéressants (fixés annuellement) et au moins égal au prix du marché de gros des CEE.

Pour l'année 2016 le SDED propose les valorisations suivantes :

- CEE standard : 3,50 €/MWh cumac (1.88 €/MWh sur le marché et 0.70 €/MWh sur les sites spécialisés)
- CEE précarité : 5,00 €/MWh cumac (estimé à 4 €/MWh sur le marché et 3.50 €/MWh sur les sites spécialisés)

La communauté de communes conserve la possibilité de confier ou non la gestion de ses CEE à Énergie SDED.

Frais de gestion du service « récupération des CEE » pour les particuliers :

Les frais de gestion administrative (analyse des devis et factures, création de comptes, débloques des fonds, etc.) sont estimés à 1/4 d'ETP, soit environ 9 000 €. Une retenue de 25% du montant des CEE représenterait environ 13 000 € de rentrée d'argent pour les collectivités (service mutualisé CCCPS-CCVD). Il est par conséquent proposé de retenir 25% du montant des CEE des particuliers afin de couvrir les frais de gestions relatifs au traitement des dossiers.

Afin de ne pas se retrouver à gérer de nombreux contacts concernant de petits montant de CEE, le service de sera proposé aux particuliers pour des montants de CEE d'au moins 500€.

Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention.

II. Convention avec le SDED sur les missions d'accompagnement des collectivités dans la gestion énergétique de leur patrimoine (document en annexe)

Depuis 2012, les Communautés de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et du Val de Drôme se sont dotées de moyens humains pour accompagner les collectivités dans la gestion énergétique de leur patrimoine. Cette mission de Conseiller en énergie partagée a été renouvelée en 2015 avec le recrutement de Florian LELOUP.

D'une manière générale, la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (TECV) positionne les EPCI comme porteurs des programmes d'action tels que les PCAET(Plan Climat Air Energie Territoire) et des démarches TEPOS, démarche dans lesquelles sont engagées les Communautés de Communes de la Vallée de la Drôme.

En parallèle, Energie SDED (Syndicat Départemental d'Énergie) mène une politique incitative en direction des collectivités concernant la performance énergétique sous la forme notamment de diagnostics énergétiques, de conseils en matière de maîtrise de l'énergie, de préconisations de solutions et d'accompagnements opérationnels. Elle intègre également un volet financier : valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) et montage des dossiers de demande de financement.

Energie SDED, de son côté, dispose de capacités d'expertise dans le secteur énergétique. Energie SDED intervient sur des actions qui bénéficient des économies d'échelle (IRVE, CEE, Éclairage Public, constitution de bases de données...) et déploie une expertise technique pointue, notamment sur les questions de performance énergétique. Energie SDED a ailleurs étendu son champ d'intervention à la planification énergétique et à la prospective territoriale.

Les deux parties entendent ainsi conjuguer leurs savoir-faire et utiliser leurs réseaux respectifs au profit de leurs collectivités membres. Leurs objectifs communs en matière de transition énergétique sont exposés à l'annexe de la présente convention, en vue de mutualiser leurs moyens sur le périmètre de la CCCPS et de la CCVD.

Dans le cadre de leurs actions communes et complémentaires, sur les questions de prospective territoriale et d'efficacité énergétique du patrimoine public, Energie SDED propose :

- de mettre à disposition l'outil informatique de prospective et de pilotage PROSPER développé par le Syndicat Intercommunal d'Énergies de la Loire (SIEL). Cet outil permet de construire des scénarios énergétiques sur la base d'état des lieux précis et ainsi de suivre et d'évaluer la politique énergétique.
- de mettre à disposition du territoire de la Vallée de la Drôme 1 agent à temps complet, pour réaliser les missions de Conseiller en Énergie Partagée et des opérations collectives d'économies d'énergie afin d'inciter les collectivités à réaliser des actions de transition énergétique.

Une cotisation annuelle de 0.10 €/habitant sera demandée à l'intercommunalité soit 1500 €, notamment pour la mise à disposition de l'outil PROSPER et la mise en œuvre de la présente convention. Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable avec accord des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver cette convention de partenariat et d'autoriser le Président à la signer.

12. Animation PIG Drômois – Programme Habiter mieux (document en annexe)

Depuis 2010, les communautés de communes signent des contrats territoriaux avec le département. Ils permettent de décliner localement le PIG contracté entre l'Etat, l'ANAH et le Département en faveur de l'amélioration de l'habitat privé pour la performance énergétique et la lutte contre l'habitat indigne.

Par la signature de ces contrats :

- l'EPCI s'engageait à mettre en place une animation
- l'ANAH s'engageait à une priorité de traitement, à la prise en charge des dossiers Bailleurs et à majorer ses subventions pour les propriétaires privés
- le Département s'engageait à financer une partie de l'animation et à majorer ses subventions pour les propriétaires.

En 2016, le département met fin aux Contrats Territoriaux de l'Habitat avec les EPCI. Il signera seulement le PIG départemental avec l'Etat et l'ANAH (commission permanente de Juillet 2016).

Désormais le Département ne financera plus les EPCI pour l'animation qui reste obligatoire pour la recevabilité des dossiers des propriétaires bailleurs.

Les dossiers de propriétaires occupants, en territoire sans animation, sont d'une priorité moindre que ceux en territoire bénéficiant d'une animation.

L'animation du PIG drômois est actuellement confiée à SOLIHA (ex CALD)

- par convention pour la CCCPS pour un montant de 17 486 €TTC/an (1.20 €/habitant),
- par réponse à une consultation pour la CCVD pour un montant de 23 300 €TTC (0.79 € / habitant),
- En 2017 aucune subvention ne sera allouée aux collectivités pour cette animation.

SOLIHA peut réaliser le montage des dossiers ANAH (prestation d'AMO facultative), et est financé pour ce faire à hauteur d'environ 700 € par les propriétaires qui le souhaitent (500 € par dossier en moyenne +1% du montant des travaux et 817 € + 1% du montant des travaux pour les propriétaires bailleurs).

La convention de la CCCPS avec SOLIHA est arrivée à échéance le 30 juin 2016. Il est proposé de renouveler la convention avec SOLIHA sur la base des éléments suivants :

- Autoriser et appuyer la Plateforme :
 - A devenir opérateur ANAH afin de réaliser l'animation du programme « HABITER MIEUX » (énergie uniquement) en interne (via la Plateforme de la rénovation)
 - à réaliser l'ensemble des démarches administratives pour devenir opérateur ANAH pour la partie énergie afin de pouvoir bénéficier d'un financement de l'ANAH d'environ 500 € par dossier
- Confier l'animation des parties accessibilité et insalubrité à un opérateur (SOLIHA ou autre) après passation d'un marché commun avec la CCVD
 - Attention : A ce jour la DDT semble ouvrir cette possibilité seulement aux agglos de Valence et Montélimar, mais pas à toutes les EPCI, car elle n'a pas la capacité de gérer une quinzaine de contrats, même si le dossier de candidature n'exclut pas les collectivités
 - Proposer une convention d'animation au dossier ou au forfait pour couvrir la période non couverte par une animation (à partir du 30 juin et jusque validation du nouveau marché) et ne pas pénaliser les ménages éventuellement éligibles aux aides de l'ANAH
 - Hors animation :
 - les propriétaires occupants ne sont pas prioritaires,

- les propriétaires bailleurs ne sont pas éligibles.

- Projection 2017 (si opérateur ANAH) :

| Avantages | Inconvénients |
|--|---|
| Gain financier important pouvant être estimé à 50 000 € : <ul style="list-style-type: none"> • 30 000 € pour la partie animation (reste 11 000 € pour l'animation des programmes insalubrité et accessibilité) • 500 € par dossier pour l'instruction des dossiers par l'ANAH, soit 20 000 € si la communauté de commune est reconnue comme opérateur ANAH – Dossier déposé après validation du bureau | Temps passé par la Plateforme estimé à 1 jour par dossier (environ 0.25 ETP) – Coût agent d'environ 10 000 €, <u>compris d'ores et déjà dans le temps de travail de l'agent en poste.</u> |
| Aller vers des rénovations thermiques de qualité sans se limiter aux 25% d'économie d'énergie demandés pour l'obtention des aides de l'ANAH. Intégrer l'ensemble des aides y compris celles de la Plateforme. | Interlocuteurs différents pour les parties énergie et insalubrité-accessibilité (concernant en moyenne 2 dossiers par an sur les territoires CCVD et CCCPS) |
| Eviter les rénovations induisant des pathologies sur le bâtiment | Nécessité d'utiliser un logiciel de calcul des consommations avant et après travaux (relativement simple d'utilisation et gratuit) |
| Possibilité d'augmenter le nombre de contacts et de réalisations de la Plateforme | |
| Interlocuteur unique pour les particuliers pour la partie énergie si opérateur ANAH | |

Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur cette convention avec SOLIHA.

Thématique Environnement

13. Intervention de 4 jeunes d'Uniscité sur les déchets et l'énergie 2016 - 2017

En septembre 2015, le conseil communautaire avait décidé de faire appel pour la première fois à un groupe de 4 jeunes volontaires en service civique. Les thématiques d'actions choisies au regard des enjeux liés à la production des déchets ménagers et aux consommations d'énergie se sont portées sur le tri sélectif et la rénovation de l'habitat privé sur le territoire de la CCCPS.

C'est l'association nationale Uniscité, créée en 1995, spécialisée dans le recrutement et le suivi de jeunes en services civiques qui a accompagné la CCCPS dans ce processus spécifique.

Cette première session qui s'est déroulée du 13 octobre 2015 au 17 juin 2016 a fait l'objet de 2 bilans présentés en commission Environnement et en commission Energie. Ces bilans se sont montrés positifs tant pour les jeunes volontaires que pour la CCCPS. En effet, les jeunes volontaires ont enrichi leur expérience et acquis de véritables compétences professionnelles. Leur action a également permis à la CCCPS d'être plus visible du grand public et participe à sa reconnaissance sur ses compétences. Il faut également considérer que les jeunes en services civiques véhiculent une image positive auprès de la population.

Sur les objectifs qui leur avaient été demandés, sur le volet déchets, à titre d'exemple, ils ont pu sensibiliser 221 enfants des écoles du territoire lors notamment d'animation sur les temps d'accueil périscolaire, mais aussi 130 adultes lors de manifestations dans les marchés et super marchés et en pied d'immeubles collectifs du bailleur DAH pour un total de 29 animations réalisées.

Pour rappel, ce dispositif permet à des jeunes de 16 à 25 ans de s'engager dans des actions d'intérêt général.

Ces jeunes, (sans niveau de formation ou à bac +5), interviennent en équipe de 2 sur une période de 9 mois, d'octobre à fin juin et suivent 2 projets, du mardi au vendredi. Aucun diplôme, ni expérience ne sont requis. Chaque équipe consacre donc deux jours/semaine à chacun des deux projets. Une journée par semaine, le lundi, est consacrée à leur parcours professionnel et personnel. Chaque mission démarre également par un chantier d'intégration d'environ 4 jours totalement indépendant des projets sur lesquels ils travailleront, dont le contenu est au choix de la structure d'accueil.

Chaque jeune reçoit une indemnité d'Etat de 470 €/mois + 106 € pour les frais. Les déplacements sur le territoire de la CCCPS ainsi qu'une participation aux charges d'organisation du service civique et de fonctionnement de l'association sont à la charge de la collectivité (20€ par jeune et par jour).

Au vue de la réussite de la précédente session et des besoins de communication et d'accompagnement de la CCCPS sur les thématiques déchets et énergie, il est proposé au conseil communautaire de renouveler ce dispositif pour la session 2016 / 2017.

Aussi, une présence sur le long terme sur le terrain est indispensable pour impacter durablement les pratiques en matière d'action de développement durable telles que le tri sélectif, la réduction des déchets ainsi que la réduction des consommations d'énergie.

L'organisation serait identique à celle de l'an dernier. La CCCPS ferait appel à 2 équipes de 2 personnes, soit 4 jeunes, qui seraient présents du mois d'octobre 2016 au mois de juin 2017 pour sensibiliser la population sur le tri des déchets, et les économies d'énergie et les travaux de rénovation énergétique, à raison de 2 jours par projet et par semaine.

Modalités et contenu de leur intervention

- Sur le volet énergie :

Ils interviendront auprès des propriétaires dans le cadre de la plateforme de la rénovation. Leur mission principale consistera à sensibiliser les propriétaires d'une manière générale aux économies d'énergie et plus précisément aux travaux de rénovation énergétique. Ainsi, ils auront pour objectif principal de promouvoir et de présenter aux propriétaires le service de la plateforme de la rénovation énergétique. Le coût de leur intervention sur notre territoire sur le volet énergie sera de 8250 euros. Cette action sera financée à 80 % par TEPCV ce qui laisse un reste à charge pour la CCCPS de 1650 euros pour la période.

- Sur le volet déchets :

La CCCPS va prochainement mettre en œuvre la collecte des ordures ménagères par Conteneurs Semi Enterrés (CSE). Cette évolution constitue en soi un changement important dans les habitudes des habitants du territoire. Un accompagnement de proximité paraît indispensable, d'autant que la redistribution des points de collecte aura également pour conséquence la mise à disposition de tous les flux de déchets à chaque point (Ordures ménagères et tri sélectif). La communication sur le tri sélectif doit également être renforcée.

Les principales missions des jeunes volontaires seraient les suivantes :

- Accompagnement du projet CSE sur sa phase de communication
- Gestion de la transition Bacs OM / CSE – Porte à porte, accompagnement avec des « personnes relais », figures locales des communes de la CCCPS
- Diagnostic via un sondage sur les pratiques de tri et de réduction des déchets - Support pour la mise en place de la communication et d'un processus d'engagement
- Réalisation d'outils de communication à destination des randonneurs et des usagers des bords de Drôme (Pancartes)

Un programme détaillé des actions à réaliser sera défini.

Comme l'an passé, afin d'accueillir et de former au mieux les jeunes volontaires sur cette thématique, une formation d'une journée sera dispensée par le Sytrad. Cette journée leur permettra de comprendre le fonctionnement du territoire en matière de traitement et de visiter les centres de tri sélectif et de traitement des ordures ménagères. Une autre session de formation pourrait être réalisée par Eco emballages dans le cadre d'un partenariat entre Uniscité et Eco emballages (partenariat national). Le reste de la formation des volontaires sur la connaissance de la CCCPS et le fonctionnement interne du service déchets sera dispensé par le service Environnement. Le pilotage sera assuré, pour sa partie technique, par le service Environnement et pour la partie administrative par Uniscité.

Le coût de d'accueil des jeunes volontaires pour la partie déchets est de 20 € par jour et par volontaire auxquels s'ajoutent les frais de déplacement, soit environ 4800 € (4 volontaires pendant 60 jours) + les frais de déplacement de l'ordre de 500 € en fin de mission.

Il est demandé au conseil communautaire de se positionner sur le renouvellement de cette nouvelle action qui sera inscrite dans le budget 2017.

Thématique Développement numérique

I 4. Convention financière avec ADN (document en annexe)

En 2015, la Communauté de Communes a adhéré au Syndicat mixte ADN pour le déploiement de la fibre optique. Au total, se sont environ 9300 prises qui devraient être réalisées pour un montant total des investissements à charge de la Communauté de Communes de 2 790 000 euros (300 euros / prises installées).

Le déploiement de la fibre optique par le Syndicat mixte ADN devrait démarrer sur le territoire de la CCCPS à partir de fin 2016 - début 2017.

Les 2 premières poches déployées sur notre territoire d'ici fin 2017 seront celles d'Aouste - Piégros la Clastre et Crest Est pour la première poche (2585 prises) et Crest Ouest pour la 2^{ème} poche (585 prises).

Le déploiement devrait se faire selon cet échéancier :

| Année | Objectif | Nb de prises | Cumul |
|----------------------|------------|--------------|-------|
| 2016 | Conquête | 3 500 | 38 % |
| 2017 | | | |
| 2018 | Equilibre | 1 300 | 52 % |
| 2019 | Engagement | 0 | 52 % |
| 2020 | Volume | 1 900 | 72 % |
| I ere phase de 5 ans | | 6 700 | |
| Total sur 10 ans | | 9 300 | |

A ce titre, la Communauté de Communes doit préciser les modalités de versement de sa participation financière telles que proposées dans la convention financière approuvée par ADN, et notamment de choisir entre une des hypothèses suivantes :

- **[1^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement à l'année de réalisation.**
- **[2^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement en une fois pour la totalité de déploiement sur 10 ans.**
- **[3^{ème} hypothèse] Engagement global avec financement en une fois pour la première phase de déploiement de 5 ans.**

Pour une bonne gestion et une meilleure visibilité des dépenses engagées par la collectivité, le Président propose de retenir l'hypothèse 1, soit de verser les montants dus au fur et à mesure des investissements à réaliser l'année suivante.

Ce choix ne remet toutefois pas en cause la volonté de la collectivité de contracter un emprunt pour la totalité de l'investissement du déploiement (soit 2 790 000 euros) à ce jour compte tenu des taux d'intérêts particulièrement intéressants et de verser les sommes au fur et à mesure.

Après avis de la Commission, le Président et le Bureau proposent d'approuver les termes de la présente convention et de choisir l'hypothèse 1 de versement, soit un engagement global avec financement à l'année de réalisation et d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cet engagement.

Thématique Administratif/ Budgétaire/Technique

15. Demande de Financement pour le bâtiment des services techniques

Le Président rappelle que le conseil a validé le projet de création des services techniques. Pour rappel Les caractéristiques du bâtiment sont les suivantes :

- bâtiment de 833 m² de surface de plancher, en bardage bac acier simple peau sur la partie stockage des engins et véhicules des agents, et bâtiment isolé pour la partie atelier, sanitaires et vestiaires,
- toiture double pans orientée Est-Ouest : la surface de la toiture sera optimisée en fonction de la surface du bâtiment,
- atelier d'une surface de 125 m², local clos et accessible par un portail de type sectionnel afin d'y entretenir le petit matériel et une porte de service pour permettre l'accès sans ouvrir un portail,
- dalle béton sur la partie atelier et aire de stockage des véhicules légers,
- enrobé sur l'aire de stockage des engins de chantier et véhicules lourds,
- mezzanine avec une hauteur suffisante sous toiture (3m70) pour stocker le petit matériel (accessible par un escalier) et mise en place d'un bureau, d'une salle de réunion pour les services techniques dans l'avenir.
- Photovoltaïque

Le Président et le Bureau proposent de demander deux nouvelles subventions pour la construction du bâtiment des services techniques au Conseil Départemental et au Fonds d'investissement Public 2017.

Le plan de financement serait le suivant :

| Plan de financement prévisionnel | | | | |
|--------------------------------------|--|---------------------------------|--------------|----------|
| Ressources | | Date d'obtention ^(*) | Montant (HT) | Taux (%) |
| Union européenne | | | € | % |
| État (Fond d'investissement 2017) | | | 137 638€ | 20% |
| État (TDIL réserve parlementaire) | | | € | % |
| État (autre) ^(à préciser) | | | € | % |
| État (autre) ^(à préciser) | | | € | % |
| Conseil régional (photovoltaïque) | | En cours | 51 450€ | 7.48% |
| Conseil départemental | | En cours | 137 638€ | 20% |
| EPCI | | | € | % |
| Autres financements publics | | | € | % |
| | | | € | % |
| Sous-total des aides publiques | | | € | % |
| Part du demandeur | | Fonds propres | € | % |
| | | Emprunt | 361 464 € | 52.52% |
| TOTAL | | | 688 190 € | 100% |

Il est demandé au conseil de se positionner sur cette demande de financement et d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cet engagement.

I 6. Les bureaux au siège social

Dans le cadre de la création de bureaux supplémentaires au Siège social, le Bureau propose d'effectuer des travaux dans les vestiaires et sanitaires du service technique (qui seront transférés dans le nouveau bâtiment) et d'utiliser la petite salle de réunion en bureau et donc d'installer un Algeco provisoirement, pour accueillir cette salle de réunion, en attente d'une autre solution. Ces travaux seront effectués en interne.

Une demande d'aménagement doit être déposée en Mairie, il est donc demandé au Conseil d'autoriser le Président à signer ces demandes, et d'acquérir un Algeco d'occasion, dont la valeur est estimée entre 7 000 et 10 000€.

I 7. BP CCCPS DM N°9

Emprunt Crédit Agricole – Contrat 73377 transfert CREST vers 3CPS

Le Crédit Agricole a mal réparti le capital restant dû entre la ville de Crest et la CCCPS d'où un tableau d'amortissement erroné pour l'échéance 2015.

Un tableau d'amortissement en date du 01/06/2016, nous donne cette correction. L'échéance de 02/2015 initialement de 4 770.04 € passe à 23 646 .91 € pour redevenir en 05/2016 de 3 634.46 € jusqu'en 02/2027. La correction sur l'année 2015 porte sur un remboursement à la ville de Crest qui a supporté la différence pour un montant de **18 876.87 €**

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

| | | |
|--|-----|-------------------|
| Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) | : - | 8 766.37 € |
| Dépenses – 6611 Intérêts réglés à l'échéance | : + | 8 766.37 € |

INVESTISSEMENT – virement de crédit

| | | |
|--|-----|--------------------|
| Dépenses – 022 dépenses imprévues (investissement) | : - | 10 110.50 € |
| Dépenses – 2188 autres immobilisations incorporelles | : + | 10 110.50 € |

18. BP CCCPS DM N°10**Régularisation du Prélèvement FPIC 2016**

La fiche d'information Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) avec les différentes données permettant le calcul des répartitions dérogatoires au titre du FPIC est parvenu. Elle indique un solde FPIC de 52 120 € (Reversement : 86 161 € - Prélèvement : 34 041 €). Sur le BP2016 est inscrit un solde FPIC de 67 500 € (Reversement : 91 500 € - Prélèvement : 24 000€).

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

| | | |
|--|-----|--------------------|
| Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) | : - | 10 041.00 € |
| Dépenses – 73925 FPIC | : + | 10 041.00 € |

19. Correction BIE BP2016 et CA2015 et BP CCCPS

Suite à la vérification des documents cités en objet, la préfecture de la Drôme demande des corrections suivantes :

- **Affectation du résultat :****Rappel :**

Résultat de clôture fonctionnement : + 46 162.69 €

Résultat de clôture d'investissement : - 70 969.37 € (-688 19.37+ -2150 (RàR))

Résultat à reporter : investissement (D 001) : - 68 819.37 €

Fonctionnement (R 002) : 16 162.69 €

Compte 1068 : 30 000.00 €

L'affectation de l'excédent de fonctionnement dégagé sur l'exercice 2015 doit être abondé de la totalité au besoin de financement de la section d'investissement (au compte 1068) soit 46 162.69 € au compte 1068 en section investissement.

Délibération : Affectation du résultat budget annexe BIE

| | |
|---|---|
| Résultat de clôture de fonctionnement | |
| 46 162.69 € | |
| Affectation en réserve R 1068 en investissement | |
| 46 162.69 € | |
| Report en fonctionnement R 002 sur BP 2016 | |
| 0.00 € | |
| Report en investissement D 001 sur BP 2016 | - |
| 68 819.37 € | |

- Le compte 1641 emprunt n'est pas suffisant
Rappel :
BP2016 – compte 1641 pour 42 215.00 €
BP2015 – Annexe A2-2 « répartition par nature de dettes » pour 42 227.50€

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

| | |
|--|-----------------|
| Dépenses – 022 dépenses imprévues (fonctionnement) | : - 16 162.69 € |
| Dépenses – 657363 subventions de fonctionnement | : + 16 162.69 € |

Décision Modificative BP BIE N°3

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

| | |
|---|-----------------|
| Recettes – 774 subvention exceptionnelle | : + 16 162.69 € |
| Recettes – 002 excédent de fonctionnement | : - 16 162.69 € |

INVESTISSEMENT – virement de crédit

| | |
|--|-----------------|
| Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement) | : + 13 807.69 € |
| Dépenses – 1641 emprunts | : + 15.00 € |
| Dépenses – 2132 immeuble de rapport | : + 2 340.00 € |
| Recettes – 1068 affectation de résultat | : + 16 162.69 € |

20. Correction BP STEP 2016 – dépenses imprévues investissement

Suite à la vérification des documents cités en objet, la Préfecture de la Drôme demande la correction suivante :

- 020 dépenses imprévues (investissement) :

Elles dépassent le plafonnement réglementaire qui est 7.5 % des crédits correspondant aux dépenses réelles. Les dépenses réelles s'élevant à 161 602.95 €, le compte 020 - dépenses imprévues ne doit pas dépasser 12 120.22 € alors que dans le BP2016 la somme de 20 502.95 € est inscrite.

Décision Modificative BP STEP N°1

FONCTIONNEMENT – virement de crédit

| | |
|--|----------------|
| Dépenses – 023 Virement à section d'investissement | : - 8 382.73 € |
| Dépenses – 678 Autres charges exceptionnelles | : + 8 382.73 € |

INVESTISSEMENT – virement de crédit

| | |
|--|----------------|
| Dépenses – 020 dépenses imprévues (investissement) | : - 8 382.73 € |
| Recettes – 021 Virement à section d'exploitation | : - 8 382.73 € |

21. Questions diverses